



UNEVOC

CENTRE INTERNATIONAL
pour l'enseignement
et la formation techniques
et professionnels

Bulletin

UNESCO-UNEVOC

> Éditorial <

L'EFTP en vue du développement durable

Le Centre international UNESCO-UNEVOC considère comme prioritaires «l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) en vue du développement durable» et s'efforce d'aider les États membres de l'UNESCO à renforcer et améliorer leurs systèmes d'EFTP. Cette priorité est appelée à se manifester de plus en plus nettement dans les diverses activités menées par le Centre dans ses domaines d'intervention.

C'est dans cet esprit qu'une réunion de réflexion sur l'EFTP en vue du développement durable s'est tenue au Centre international UNESCO-UNEVOC du 25 au 27 février 2004. Les onze participants avaient été choisis en qualité d'experts de l'enseignement technique et professionnel et/ou de l'enseignement en vue du développement durable et comprenaient des représentants des Centres UNEVOC, d'autres agences de l'UNESCO et des Nations Unies et du Centre international UNESCO-UNEVOC.

Cette réunion a fourni au Centre des orientations pour le recentrage de ses activités et la préparation de sa contribution à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable, qui commence en 2005 et est coordonnée par l'UNESCO. L'EFTP en vue du développement durable sera par ailleurs l'un des principaux thèmes examinés lors de la réunion internationale d'experts de l'UNESCO «*Learning*

for Work, Citizenship and Sustainability», qui se déroulera à Bonn en octobre 2004.

La réunion de réflexion a mis en évidence que le thème de «l'EFTP en vue du développement durable» est un domaine d'action relativement nouveau qui jusqu'ici n'a guère suscité l'attention.

Comme le montrent les publications énumérées à la fin de ce bulletin, certaines actions relevant de l'EFTP en vue du développement durable sont actuellement menées dans des pays développés, tandis que la situation est moins claire en ce qui concerne le monde en développement. Le Centre international UNESCO-UNEVOC a donc émis un «appel à contributions» qui figure sur son site Internet à www.unevoc.unesco.org/sustainable. Il vise à inventorier les actions menées dans ce domaine, notamment dans les pays en développement, les pays en transition et les pays en situation post-conflictuelle, afin de les traiter lors de la réunion qui se tiendra en cours d'année.

Pour en savoir plus

Rupert Maclean, Directeur,
R.Maclean@unevoc.unesco.org



Des participants à la réunion de réflexion, février 2004



La réunion de réflexion a mis en évidence que le thème de "l'EFTP en vue du développement durable" est un domaine d'action relativement nouveau que jusqu'ici n'a guère suscité d'attention.



Renforcement du réseau mondial UNEVOC

Le réseau UNEVOC est un réseau mondial d'institutions spécialisées dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), les Centres UNEVOC. Il a pour mission de promouvoir l'expérimentation, l'innovation et la diffusion et la transmission d'informations et de bonnes pratiques ainsi que de favoriser le dialogue entre chercheurs, décideurs et praticiens du domaine de l'EFTP. L'UNESCO a créé ce réseau en 1992 pour pallier à l'absence de plate-forme de coopération internationale en matière d'EFTP. Le réseau UNEVOC regroupe actuellement plus de 220 Centres UNEVOC dans plus de 155 États membres de l'UNESCO.

L'un des grands axes d'action définis dans le Programme et Budget de l'UNESCO pour 2004-2005 concerne la mise en place de réseaux mondiaux à l'appui de l'Éducation pour tous (EPT). Le réseau UNEVOC a dans ce contexte été identifié comme une plate-forme internationale de toute première

importance dotée du potentiel lui permettant d'apporter une contribution de plus en plus dynamique au programme d'EFTP de l'UNESCO, dans l'esprit de la décentralisation.

Pour concrétiser pleinement ce potentiel, une *Réunion du groupe focal sur la revitalisation du réseau UNEVOC* s'est tenue les 20 et 21 novembre 2003 au Centre international UNESCO-UNEVOC, à Bonn. Cette réunion avait un rôle consultatif portant sur toute une série de questions à résoudre et de pratiques et procédures nouvelles à adopter pour revitaliser, renforcer et améliorer le réseau UNEVOC. La réunion du groupe focal a rassemblé 19 experts de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels triés sur le volet et venant de Centres UNEVOC des diverses régions de même que des Bureaux régionaux et Instituts de l'UNESCO.

La réunion a examiné une vaste gamme de questions relevant de l'énoncé et de la définition de la mission du réseau UNEVOC, de sa gestion et de sa gouvernance, et du rôle et des responsabilités de ses membres.

À la lumière de cette réunion a été élaboré un plan d'action pour le renforcement du réseau UNEVOC,



Discussions de groupe de travail

qui sera transmis prochainement aux États membres de l'UNESCO, aux Centres UNEVOC, aux Bureaux de l'UNESCO et aux agences partenaires.

Pour en savoir plus

Albert Koopman, Spécialiste de programme,
A.Koopman@unevoc.unesco.org

En quête de financement pour votre initiative d'EFTP?

Recherchez-vous un soutien pour la réalisation de votre initiative d'EFTP? Quelles agences de coopération internationale classent votre pays parmi leurs cibles prioritaires d'assistance? Quels sont les thèmes pour lesquels elles allouent une aide, et quelle forme une proposition de projet devrait-elle revêtir?

Un guide intitulé «*Agencies for International Cooperation in Technical and Vocational Education and Training: A Guide to Sources of Information*» a été mis au point par le Centre international UNESCO-UNEVOC avec Mademoiselle Julia Maintz comme auteur. Il fournit un aperçu des sources d'aide officielles au développement de la part des 22 États membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), notamment au bénéfice de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels.

Le guide est disponible en anglais et peut être obtenu gratuitement. Il figure par ailleurs à www.unevoc.unesco.org/donors. La version imprimée peut être demandée à l'adresse indiquée ci-dessous.

Pour en savoir plus

Hans Krönner,
Spécialiste principal de programme,
H.Kronner@unevoc.unesco.org

Encyclopédie internationale UNEVOC

L'une des principales missions du Centre international UNESCO-UNEVOC réside dans la gestion des connaissances et le partage des informations, en vue notamment de promouvoir les bonnes pratiques et l'innovation dans l'EFTP et l'éducation pour le monde du travail et de combler les fossés qui souvent existent entre la recherche, les politiques et la pratique. Pour s'acquitter au mieux de cette mission, le Centre international UNESCO-UNEVOC a développé un programme étendu de publications.

S'il s'agissait au début d'un manuel international et d'une collection d'ouvrages sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels, c'est maintenant une série de publications sur l'EFTP bien plus importante, plus exhaustive et plus complexe que ce qui avait été envisagé au début.

L'*Encyclopédie internationale UNEVOC de l'EFTP*, actuellement en préparation, est constituée des publications suivantes:

- >> Manuel «*International Handbook on EFTP*» (éditeurs: Rupert Maclean et Prof. David Wilson)
- >> Collection sur l'actualité de l'EFTP: «*Current Developments in TVET: Issues, Concerns and Prospects*» (éditeurs: Rupert Maclean et Prof. David Wilson)
- >> Manuel sur la recherche dans l'EFTP (éditeur: Prof Felix Rauner)
- >> Profils nationaux de l'EFTP (éditeur: Prof. Uwe Lauterbach)
- >> Revue internationale sur la recherche dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (éditeur: Prof. Jittie Brandsma)

>> Bibliographies annotées de l'EFTP (divers auteurs)

Les manuels et les divers ouvrages seront publiés pendant la période 2004-2006, et le premier numéro de la Revue paraîtra en 2005. Par ces publications, qui seront disponibles tant sous forme imprimée qu'en version cédérom, le Centre international UNESCO-UNEVOC s'efforce d'aider les États membres de l'UNESCO à améliorer la qualité et l'efficacité de leurs systèmes d'EFTP.

Pour en savoir plus

Gertrud Auf der Mauer,
Spécialiste de publications,
G.Aufdermauer@unevoc.unesco.org

Réforme scolaire et enseignement technique

Le Dr. Ron Hansen est professeur de formation des enseignants à l'Université d'Ontario occidental, au Canada. Les étudiants qui suivent ses cours relèvent de deux domaines: études technologiques et éducation des adultes. Ses dernières recherches examinent la valeur relative de l'apprentissage dans des institutions formelles et de l'apprentissage par l'expérience personnelle et professionnelle. En décembre 2003, pendant son séjour au Centre international UNESCO-UNEVOC, il a présenté un exposé sur la réforme scolaire et l'enseignement technique dans le cadre du Programme «Outreach» d'information et de sensibilisation. Il récapitule son exposé dans les termes suivants:

Les observations et les positions exprimées dans cet article s'intéressent aux postulats et aux prémisses sur lesquels repose l'apprentissage en milieu scolaire, et notamment à la manière dont l'apprentissage scolaire est défini et perpétué et aux avantages et aux inconvénients de la vie scolaire en général. La nécessité de clarifier les postulats et prémisses de la vie scolaire se manifeste dans la position inconfortable dans laquelle se trouve la technologie en tant que matière scolaire.

Le processus étriqué d'apprentissage cognitif sur lequel on mise depuis un siècle dans nos institutions d'enseignement secondaire et supérieur est proclamé être un processus important pour l'espèce humaine, comme si besoin était de faire preuve de discipline dans l'acquisition de connaissances pour maîtriser le monde physique et social qui nous entoure. Nous sommes devenus un peuple d'individus qui se fient aux «experts» (c'est-à-dire aux scientifiques) pour penser à notre place. Notre progrès se mesure selon le degré auquel la science nous a desservis par sa puissance explicatrice dans des domaines tels que la médecine, l'agriculture et même l'éducation. Nous commençons tout juste à comprendre

que renoncer à notre tendance naturelle à penser par nous-mêmes, à nous fier aux expériences que nous avons accumulées, a son prix: par exemple des étudiants qui pensent que l'apprentissage scolaire équivaut à l'apprentissage personnel, des conceptions fallacieuses de la nature et des ressources, un consumérisme tentaculaire, et la propension à laisser la connaissance se substituer à la sagesse.

Le curriculum des études techniques et générales dans les établissements secondaires des pays développés du monde a évolué, et continue d'évoluer, en réaction à toute une gamme de pressions et de besoins ressentis. «Compétences pour la nouvelle économie», tel est la ritournelle qui résonne dans de nombreux domaines et secteurs. Cette formule est normalement censée se référer aux compétences en matière d'utilisation de l'ordinateur ou d'informatique. Certains ouvrages sur les programmes d'enseignement étudient des idées différentes pour organiser les programmes dans les écoles, mais ces idées ne se concrétisent jamais. Pourquoi les études académiques ont-elles une telle tradition dans les sociétés occidentales? Pourquoi les matières comme l'enseignement technologique restent-elles dans l'ombre des études académiques? Cet article se penche sur ces questions.

L'avis de l'auteur est que le processus de transmission des connaissances dans les écoles et l'institutionnalisation formelle de l'apprentissage ont tous deux pour effet de mettre des matières comme la technologie en porte-à-faux dans le curriculum au lieu de les y positionner. De récentes études semblent indiquer qu'en tout état de cause, l'hypothèse du «régime académique pour tous» est erronée.

Sans se borner à considérer les programmes d'enseignement dans les écoles, il est utile d'examiner la vie des enseignants de technologie. Leur efficacité et leur développement sont particulièrement problématiques eu égard à la culture académique qui prévaut dans les écoles, une culture dans laquelle certains sujets prospèrent tandis que d'autres s'étiolent. Comment cela est-il possible dans des institutions réputées égalitaires et démocratiques?

Tous les enseignants de technologie n'utilisent pas leurs méthodologies pratiques de résolution de problèmes lorsqu'ils se trouvent à des postes d'enseignement scolaire. Il semble qu'une fois intégrés dans le système, ils perdent leur fidélité à la résolution pratique de problèmes au bénéfice d'éléments de connaissance et de compétence plus maniables et plus vains qui simulent la résolution des problèmes.

On ne risque guère de se tromper en disant que l'apprentissage dans un environnement contrôlé tel que celui d'une école, l'apprentissage de nature surtout académique, peut être dissocié de l'apprentissage de nature pratique. L'apprentissage averti, lorsque les apprenants sont auto-motivés ou auto-dirigés dans leur vie quotidienne, est basé de manière extensive sur l'expérience ou l'action. L'apprentissage académique est-il ainsi vraiment approprié, méthodologiquement valide, ou bien fonctionnel?

Il est difficile de contester les idées reçues sur le changement dans l'éducation. Les témoignages des enseignants techniques nous conjurent de réviser et de clarifier nos postulats sur l'apprentissage dans les écoles en général, et sur l'importance et la place de l'enseignement technologique dans cet apprentissage. L'expérience et la connaissance doivent faire l'objet d'un examen plus critique dans notre analyse de la politique et de la planification éducatives. L'expérience doit être considérée comme un «élément structurant» des programmes d'enseignement des établissements scolaires ou comme un élément plus central et plus précieux de la conception des programmes. L'enseignement technologique peut être la matière qui conteste la tradition académique – une tradition qui continue à décontextualiser la connaissance.

Pour en savoir plus

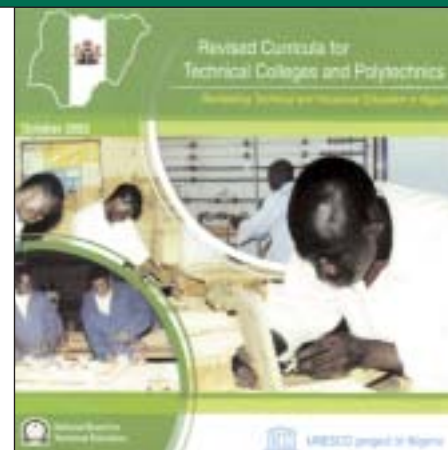
Dr. Ron Hansen, Professeur,
Faculté de pédagogie,
Université d'Ontario occidental, Canada,
hansen@uwo.ca

Le succès du projet nigérian suscite de nouvelles demandes

Le projet de révision des programmes d'enseignement dans l'EFTP mené par l'UNESCO au Nigéria touche à sa fin après trois années de travail intensif. Le projet, financé au titre du programme de fonds de dépôt du gouvernement japonais, a remis à jour les programmes d'enseignement dans 28 disciplines enseignées dans les collèges techniques et écoles polytechniques du Nigéria. Depuis la menuiserie jusqu'à l'électronique, les programmes ont été révisés et approuvés et adoptés dans leur nouvelle version par les instances compétentes du ministère fédéral de l'éducation. Ils représentent donc maintenant la norme nationale à leur niveau respectif de spécialisation. L'UNESCO a édité ces programmes d'enseignement sur cédérom pour en faciliter la diffusion et l'utilisation par toute

institution de tout pays. Le projet a également formé à l'utilisation des nouveaux programmes près de 3.000 enseignants techniques, soit près de 40 % de tous les enseignants techniques du pays. La formation des enseignants aux disciplines techniques a été renforcée par un atelier national sur l'orientation et l'information professionnelles. Il s'agissait d'améliorer les inscriptions dans les institutions d'EFTP et d'édifier en fin de compte un système plus adapté aux besoins sociaux et économiques de la collectivité. Pendant l'un des ateliers organisés dans le cadre du projet, M. le Dr. Nuru Yakubu, Secrétaire exécutif du Conseil national de l'enseignement technique (NBTE) du Nigéria, a reçu du Président Olusegun Obasanjo l'Ordre du Nigéria, une prestigieuse distinction nationale, pour les services rendus à l'EFTP au Nigéria.

Le succès de cet exercice de révision des programmes techniques a suscité des demandes d'autres projets similaires au Nigéria et dans d'autres pays. Le NBTE du Nigéria a demandé à l'UNESCO de l'ai-



Nouveaux programmes d'enseignement nigériens disponibles sur cédérom

der à réviser ses programmes d'enseignement de la gestion de l'entreprise et de la comptabilité. L'UNESCO a maintenant accédé aux demandes du Bangladesh et d'Éthiopie en mobilisant des fonds

destinés à des projets de révision des programmes d'enseignement dans ces pays aussi. Les Bureaux de l'UNESCO de Dhaka et Addis-Abeba feront œuvre de pionniers dans la réalisation de ces projets. La Section de l'enseignement technique et professionnel, au siège de l'UNESCO, et le Centre international UNESCO-UNEVOC, à Bonn, joueront un rôle de soutien en fournissant matériel et orienta-

tion. Ces projets profiteront des résultats du projet nigérian et adapteront les programmes nigériens à leurs besoins sociaux et économiques spécifiques.

Le cédérom contenant les programmes d'enseignement dans l'EFTP du Nigéria peut être obtenu gratuitement à l'adresse ci-dessous.

Pour en savoir plus

Mohan Perera, Chef de la Section de l'ETP, UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75007 Paris, France, M.Perera@unesco.org



Séminaire de l'UNESCO en Afrique occidentale

La *Recommandation révisée concernant l'enseignement technique et professionnel* (2001), document clé de l'UNESCO publié avec les *Conclusions relatives à la formation et à la mise en valeur des ressources humaines* de l'OIT, a constitué le document de base d'une série de séminaires sous-régionaux sur la réforme des politiques d'EFTP. Le dernier de ces séminaires de l'UNESCO s'est tenu à Kaduna, au Nigéria, du 8 au 11 décembre 2003, avec la participation de décideurs politiques de haut niveau de onze pays d'Afrique occidentale. Le séminaire était organisé par la Section pour l'enseignement technique et professionnel, UNESCO Paris, et le Centre international UNESCO-UNEVOC, en collaboration avec le Conseil national de l'enseignement technique du Nigéria.

Le séminaire de Kaduna a permis aux participants de discuter des difficultés auxquelles les systèmes d'EFTP des pays d'Afrique occidentale se trouvent confrontés et d'élaborer des stratégies de réforme des politiques d'EFTP. De telles stratégies devraient se conformer aux normes et pratiques internationalement reconnues stipulées dans la recommandation de l'UNESCO.

Au cours du séminaire, les participants ont souligné la nécessité d'une association professionnelle sous-régionale et ont convenu d'élaborer les statuts d'une Association ouest-africaine pour l'enseignement et la formation techniques et profes-



Pays (en blanc) invités à participer

sionnels (WAATVET). Les participants, ressentant combien il est urgent qu'une telle association renforce l'EFTP afin de réduire la pauvreté, ont élu des responsables intérimaires de l'association, avec M. le Dr. Nuru Yakubu, Nigéria, en tant que Président intérimaire.

Lorsqu'elle commencera à fonctionner, l'association devrait servir de plate-forme permettant d'améliorer le prestige de l'EFTP auprès de tous ses acteurs en Afrique occidentale et de conférer à l'EFTP un rôle bien plus important dans les plans nationaux de développement.

Les Directeurs généraux de l'EFTP des quatre pays d'Afrique occidentale qui n'avaient pas participé à la réunion sont conviés à prendre contact avec M. le Dr. Yakubu à l'adresse indiquée ci-dessous pour

obtenir davantage d'informations sur l'association.

La Recommandation révisée de l'UNESCO et les Conclusions de l'OIT sont maintenant disponibles sur cédérom dans les six langues de travail des Nations Unies. Des exemplaires gratuits peuvent être demandés à l'adresse indiquée ci-dessous ou téléchargés à www.unevoc.unesco.org/convention

Pour en savoir plus

Mohan Perera, Chef de la Section de l'ETP, Siège de l'UNESCO à Paris, M.Perera@unesco.org, ou Dr. Nuru Yakubu, Secrétaire exécutif, NBTE, Plot B, Bidi Rd., PMB 2239, Kaduna, Nigéria



Réformer l'EFTP dans les États membres de la CEDEAO

L'EFTP est un atout primordial de réduction de la pauvreté. Or, ironiquement, ce secteur a trop longtemps été gravement négligé dans les initiatives de réforme de l'éducation menées par les gouvernements des États membres de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest). Malgré diverses professions de foi en faveur du développement de l'EFTP en Afrique de l'Ouest au cours des quatre dernières

décennies, l'EFTP continue de connaître la crise. Lors d'une réunion d'experts en éducation qui s'est tenue à Dakar en septembre 2002 pour préparer la première Conférence des ministres de l'éducation de la CEDEAO, le Professeur Moustapha Sourang, ministre de l'éducation du Sénégal, notait à propos de l'enseignement scientifique, technologique et professionnel:

«Ce sous-secteur a été marginalisé, voire totalement négligé. C'est là chose déplorable puisque, chacun en conviendra, aucun pays ne peut espérer développer son secteur industriel sans prendre les mesures propres à assurer un enseignement technique adéquat. Il importe donc de développer de toute urgence ce secteur pour doter la région

des ressources humaines disposant d'une bonne formation technique qui lui permettront de résoudre les défis économiques auxquels elle se trouve confrontée».

C'est face à cette lacune manifeste que l'UNESCO Dakar a organisé en août 2003 à Accra, au Ghana, un atelier sous-régional sur la réorientation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels. L'objectif global était d'aboutir à faciliter la conception pour l'EFTP de programmes pédagogiques et d'enseignement améliorés et bien orientés, renforçant ainsi la coopération sous-régionale en matière de réforme des programmes d'EFTP. Suite à cette initiative, l'UNESCO Dakar a fait établir une proposition de projet centrée sur la réforme de l'EFTP dans les États membres de la CEDEAO. Cette proposition a été examinée par des experts en éducation lors de la préparation de la

1 États membres de la CEDEAO : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo

2ème Conférence des ministres de l'éducation de la CEDEAO, qui s'est tenue en janvier 2004 à Accra, au Ghana.

Ce projet aboutira à faciliter l'accès à l'EFTP, surtout pour les femmes et les jeunes filles. Il contribuera à améliorer la qualité des enseignements dans l'EFTP dans la sous-région, à renforcer l'efficacité interne et externe des systèmes d'EFTP, à instaurer un potentiel au niveau tant des effectifs que de la qualité des enseignants de l'EFTP et à promouvoir l'établissement de centres d'excellence d'EFTP.

Pour atteindre ces objectifs, le projet se concentrera sur:

- >> les réformes de politiques d'EFTP,
- >> le renforcement de l'accès à une EFTP de qualité,
- >> la révision des programmes et l'assurance de la qualité de l'EFTP,
- >> l'actualisation des connaissances et des compétences des enseignants de l'EFTP.

En outre, compte tenu de la situation dans les États membres, le dispositif de mise en œuvre du projet s'attachera à:

- >> inscrire l'ensemble du processus de réforme dans un cadre d'appropriation et de leadership gouvernementaux, l'aboutissement du projet étant dans chacun des États membres de la CEDEAO fonctionnaliste des ressources disponibles;
- >> utiliser et renforcer dans toute la mesure du possible les dispositifs institutionnels existants

et opérer au moyen de structures organisationnelles existantes;

- >> mettre l'accent sur les liens stratégiques existant dans chaque pays entre les ministères en charge par exemple de l'éducation, des affaires féminines et de la jeunesse, de l'emploi et de la productivité.

Les stratégies à adopter pour la mise en œuvre du projet seront donc les suivantes:

- >> réforme/renouveau des politiques d'EFTP pour fournir un cadre à l'EFTP;
- >> mise en place de centres d'excellence d'EFTP aux niveaux secondaire et post-secondaire;
- >> renforcement des capacités des acteurs de l'EFTP tels qu'enseignants, assistants de laboratoire/atelier, décideurs et planificateurs;
- >> actions de sensibilisation pour promouvoir l'EFTP dans la sous-région et susciter l'intérêt de donateurs, y compris dans le secteur privé;
- >> révision des programmes d'enseignement pour les adapter aux besoins actuels, y compris des compétences telles que les compétences entrepreneuriales, la créativité, l'aptitude à travailler en équipe et à communiquer;
- >> apprentissage tout au long de la vie à différents niveaux pour qu'à l'issue du deuxième cycle du secondaire, davantage de jeunes s'engagent dans des études. Les institutions d'enseignement supérieur devraient être renforcées et dotées d'équipements adéquats en vue d'accueillir des étudiants issus de divers contextes et apprenant tout au long de leur vie.



M. Parsuramen, Directeur, Bureau de l'UNESCO à Dakar (à droite), M. Olayode, Consultant, Bureau de l'UNESCO à Dakar (centre) et M. Ismaila, Nigéria (à gauche), à la 2ème Conférence des ministres de l'éducation de la CEDEAO à Accra, Ghana, janvier 2004

La conclusion à tirer de cette expérience est qu'il importe que les États membres aient conscience de l'impératif de repositionner l'EFTP dans les systèmes éducatifs dans la sous-région pour l'améliorer et lui conférer une plus grande priorité. Il faut que les États membres de la CEDEAO adoptent résolument des attitudes et des méthodes nouvelles pour réformer et promouvoir le système d'EFTP à l'appui du développement national et pour traduire les politiques en actions concrètes, faute de quoi ce projet si élaboré risque de ne pas atteindre ses objectifs.

Pour en savoir plus

Tunde Olayode, Conseiller,
Bureau de l'UNESCO à Dakar,
t.olayode@unesco.org

Réflexions sur la coopération en Afrique occidentale

Le Dr. Mohamed Lemine Ould Mohamed Mahmoud est Directeur du Centre Supérieur d'Enseignement Technique (C.S.E.T.) de Nouakchott, Mauritanie, qui est aussi le Centre UNEVOC mauritanien. Il a participé en mai 2002 à un séminaire sur la coopération sous-régionale dans le domaine de l'EFTP en Afrique occidentale. Ce séminaire avait été organisé par le Centre international UNESCO-UNEVOC en coopération avec l'OIT (voir le Bulletin UNESCO-UNEVOC n° 4 de juillet 2002). Dans cet article, il expose quels sont les secteurs de l'EFTP auxquels les pays d'Afrique occidentale devraient se consacrer ensemble:

L'analyse de l'état de l'EFTP dans notre sous-région ouest-africaine fait apparaître un certain nombre d'éléments de réflexion, que j'énumère ci-après et qui devront nous permettre de dégager une stratégie commune:

Développement de la formation en alternance
Dans beaucoup de pays, notamment dans la sous-région ouest-africaine, les enseignements dans les établissements de l'EFTP sont complétés dans l'entreprise, mais de façon encore timide. Comment donc développer ce système dans chaque pays et entre les États de la sous-région? Le système dual allemand est, de l'avis de nombreux observateurs, l'une des meilleures solutions à cette situation. La mise en place est certes difficile dans notre cas, et comment donc nous en rapprocher?

Insertion professionnelle

Il faudrait définir ce concept et établir une méthodologie commune à la sous-région, élaborer un questionnaire pour le suivi des personnes formées et établir une stratégie pour leur placement en entreprise.

Modes de financement du système de l'EFTP

Dans la plupart des pays de la sous-région, les aspects relatifs à l'efficacité (interne et externe) des programmes d'enseignement de l'EFTP posent des problèmes liés à leur adéquation à l'emploi et à la précarité des équipements dans un monde en perpétuelle évolution. Ils dictent comment fixer les objectifs de performance pour les programmes et

retenir des indicateurs communs en tenant compte de la correspondance entre les différents produits de ces programmes d'une part et les besoins du marché du travail et les exigences de l'emploi d'autre part.

Coopération sous-régionale en matière d'EFTP

Il faudrait créer en matière de coopération sous-régionale pour l'EFTP le cadre adéquat, qui insistera surtout sur les échanges dans nos pays par le renforcement de l'actuel réseau UNEVOC et l'installation de relais spécifiques à l'EFTP pour:

- >> collecter et diffuser les informations sur les compétences et instituer un fichier de ressources dans la sous-région au moyen d'un bulletin d'informations périodique sur l'EFTP spécifique à la sous-région;
- >> établir des partenariats actifs entre les différents établissements similaires de l'EFTP dans la sous-région et entre ces structures et les milieux professionnels d'un même pays;
- >> mettre en place une base de données de projets sous-régionaux;

>> encourager les établissements de l'EFTP à élaborer des projets d'établissement;

>> s'approprier les recommandations du 2ème Congrès de Séoul sur l'EFTP et leur assurer une large diffusion.

Formation initiale et continue des formateurs de l'EFTP

Ce chapitre mérite une grande concertation pour aboutir à une stratégie applicable à chaque pays, car c'est l'élément moteur dont dépend la réussite de toute action en EFTP. La motivation des formateurs, leurs cursus, le développement de la carrière, l'implication dans le projet d'établissement, etc., nécessitent de faire un bilan d'expériences.

Référentiels de formations et d'emploi

Des enquêtes devraient être effectuées auprès du milieu professionnel du secteur structuré et informel. Un guide pratique concernant les expériences et les définitions d'une stratégie adaptée devrait être élaboré.

Relation formation-emploi

Il faudrait identifier les besoins de formation et leur adaptation au marché du travail, créer un fichier sous-régional d'entreprises et élaborer un guide de stages échangeables. Il faudrait également encourager les jumelages entre les structures de l'EFTP, afin de favoriser les échanges et les expériences et de créer une dynamique sous-régionale de coopération.

Plans d'actions sous-régionaux

En dépit de la diversité des problèmes et des moyens dont disposent les États de notre sous-région pour y faire face, certaines questions fondamentales se posent:

>> comment améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation et répondre plus efficacement aux besoins de l'économie?

>> comment adapter les systèmes de formation aux besoins changeants et souvent imprévisibles des marchés du travail?

>> comment améliorer la performance de ces systèmes alors que les crédits que les États y consacrent ne suffisent pas?

Je suggère qu'au cours de la première réunion d'experts, les thèmes prioritaires, qui tiennent compte véritablement des préoccupations des populations et des pouvoirs publics pour l'avenir, soient définis avec précision, car nos sociétés sont en train de connaître de profonds changements sur les plans économique, social et culturel.

Pour en savoir plus

Dr. Mohamed Lemine Ould Mohamed Mahmoud, Directeur, Centre Supérieur d'Enseignement Technique (C.S.E.T.), Nouakchott, Mauritanie, mlemine@univ-nkc.mr

> Éducation pour tous (EPT) <

Plans de développement de l'EPT au bénéfice des personnes en situation d'exclusion

Au titre du soutien de l'UNESCO au suivi du Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar en 2000, la Section de l'enseignement technique et professionnel et l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) ont lancé l'année dernière un projet visant à aider certains des pays les moins développés – en l'occurrence la République démocratique populaire lao, le Mali, le Népal et le Sénégal – à intégrer un élément de développement des compétences dans leurs plans nationaux d'action en faveur de l'éducation pour tous (EPT).

Un séminaire interrégional a été organisé à l'IIPE en janvier 2004 afin d'examiner ensemble les résultats des études menées dans ces quatre pays pour passer en revue les politiques et les programmes existants

de formation à l'intention des groupes défavorisés. Outre les pays directement concernés, la réunion a rassemblé des représentants de trois autres pays en développement et de plusieurs partenaires de coopération bilatérale et multilatérale. Le groupe a examiné dans quelle mesure la démarche adoptée serait applicable dans d'autres pays et quelles stratégies pourraient être envisagées pour mobiliser des partenaires nationaux et internationaux à l'appui des initiatives de développement des compétences dans le cadre de l'EPT.

Les résultats des études et des discussions menées pendant le séminaire ont mis en évidence que dans la plupart des pays, les plans d'action en faveur de l'EPT n'accroissent guère l'aspect du développement des compétences. Il semble toutefois que dans le contexte de l'EPT, un large consensus règne sur la nécessité de cibler les politiques en la matière. Le développement des compétences des personnes défavorisées est entravé par le manque d'informations, le morcellement des dispositifs et l'insuffisance des fonds qui lui sont affectés dans les budgets nationaux. Dans les quatre pays pilotes toutefois, le pro-

jet a contribué à cerner quelques principes directeurs et quelques domaines prioritaires d'intervention. On peut citer à titre d'exemples l'amélioration des liens avec d'autres cadres de développement, les partenariats avec des organisations de la société civile œuvrant en faveur des pauvres, le renforcement de l'intérêt apporté aux besoins des ruraux, la reconnaissance d'initiatives novatrices dans le secteur informel, le repositionnement de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels pour mieux répondre aux besoins des personnes en situation d'exclusion.

Pour en savoir plus

Miki Nozawa, Spécialiste adjointe de Programme, Section de l'ETP, Siège de l'UNESCO à Paris, m.nozawa@unesco.org ou David Atchoarena, Spécialiste de programme, Institut international de planification de l'éducation (IIPE) Paris, d.atchoarena@iiep.unesco.org

> La réforme de l'EFTP <

La réforme de l'EFTP dans l'économie de la connaissance

La place occupée par l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) dans l'économie de la connaissance eu égard à la mondialisation et à la formation pour le secteur informel faisait partie des nombreux aspects discutés lors d'une conférence internationale sur «Les réformes de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans l'économie de la connaissance: défis et opportunités au niveau secondaire» qui s'est tenue à Sèvres (près de Paris) en décembre 2003.

Organisée par le Centre international d'études pédagogiques et la Banque mondiale, la conférence constituait l'aboutissement d'une ample coopération avec la Fondation européenne pour la formation (ETF), l'UNESCO et les ministères français de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ainsi que des affaires étrangères.

La conférence a rassemblé quelque 150 participants d'une trentaine de pays de toutes les régions du globe. De nombreuses personnalités politiques assu-

rant dans leur pays la responsabilité de la réforme de l'éducation étaient présentes, de même que des experts et des représentants d'organisations internationales opérant dans le domaine des programmes internationaux d'assistance et de développement.

La Fondation européenne pour la formation (ETF) – qui est le centre d'expertise de l'Union européenne sur l'enseignement et la formation professionnels dans les pays en voie d'adhésion et les pays candidats, la région méditerranéenne, l'Ouest des Balkans et l'Europe orientale et l'Asie centrale – a participé activement à la préparation de la conférence. Le Directeur de la Fondation, M. Peter de Rooij, a prononcé l'une des allocutions introductives, tandis que d'autres experts de l'ETF présentaient des exposés sur des aspects liant les questions soulevées pendant la conférence à la situation dans plusieurs pays partenaires de l'ETF où la modernisation et la transformation de l'enseignement technique secondaire constituent un problème pressant. À l'issue de trois journées d'ateliers et de débats, la conférence a formulé quelques conclusions concrètes et certaines mesures à prendre à l'avenir.

L'impact de la mondialisation diffère dans les divers pays en fonction de leur niveau de performance économique. Une trentaine de pays du monde

connaissent actuellement une forte croissance économique, tandis qu'une centaine n'accusent qu'une faible croissance; ce sont ainsi des démarches extrêmement différentes quant à la réforme de l'EFTP qui s'imposent dans ces pays.

Avant de s'engager dans la réforme, il faut tenir compte de certains facteurs, notamment le contexte politique et économique local. Il convient de tirer les enseignements des réformes menées dans d'autres pays à forte ou à faible croissance, et de prendre aussi en considération le système éducatif secondaire.

L'ensemble du système de financement de la réforme de l'EFTP devrait être examiné plus en détail. Il est essentiel de considérer ensemble les sources de financement tant publiques que privées et de choisir des stratégies de réforme faisant des fonds l'usage le plus efficace possible.

À l'avenir, il conviendra d'instituer des projets pilotes sur le secteur informel, d'élargir le débat sur la réforme de l'EFTP, de mettre en place davantage



M. Peter Rooij, Directeur, en prononçant une allocution introductive

de réseaux d'échange de bonnes pratiques, et les donateurs devraient examiner les résultats obtenus dans le pays considéré et constituer des partenariats à long terme basés sur les performances.

Pour en savoir plus

Andrew Martin, Agent Communication externe, ETF, Andrew.Martin@etf.eu.int

À l'intérieur du Centre international UNESCO-UNEVOC

Visiteurs du Centre

Octobre 2003

Visite d'étudiants du groupe de travail «Nations Unies» de l'Université de Dresde, Allemagne

Novembre 2003

Visite d'une délégation du Malawi

Dr. Ron Hansen, Professeur, Université d'Ontario occidental, Canada

Visite d'une délégation d'Afghanistan

Un groupe d'experts internationaux s'est réuni au Centre pour discuter du développement du réseau UNEVOC (voir dans ce Bulletin l'article «Renforcement du réseau mondial UNEVOC»)

Décembre 2003

Dr. Ron Hansen, Professeur, Université d'Ontario occidental, Canada

Dr. Paul Vlek, Professeur, Directeur du Centre de recherche sur le développement (ZEF Bonn), Université de Bonn, Allemagne

Dr. Dipl.-Ing. Ludger Deitmer, Institut Technik und Bildung (ITB), Université de Brême, Allemagne

Dr. med. Winrich Breipohl, Professeur, Département d'enseignement et de développement médicaux internationaux, Bonn, Allemagne

Dr. Bashir Lagah, Secrétaire général, Commission nationale pour l'UNESCO de la Jamahiriya arabe libyenne, et **M. Ismail Tellawi**, Secrétaire général adjoint, Commission nationale palestinienne pour l'éducation, la culture et la science

Dr. Eng. Tetsuya Kimura, Professeur associé, Département de construction mécanique et **Dr. Eng. Maomi Ueno**, Professeur associé, Département de sciences des systèmes de gestion et d'information, Université de technologie de Nagaoka, Japon

Janvier 2004

M. Andreas Kroemer, Directeur des relations publiques, Adam Opel AG, Allemagne

Février 2004

Wataru Iwamoto, Directeur de la Division de l'enseignement secondaire, technique et professionnel et **Mohan Perera**, Chef de la Section de l'enseignement technique et professionnel, UNESCO Paris, France

M. Philipp Grollmann et **Dr. Felix Rauner**, ITB, Université de Brême, Allemagne

Un groupe d'experts internationaux s'est réuni pour discuter de l'EFTP en vue du développement durable (voir l'éditorial du présent bulletin).

Mars 2004

Dr. Nestor Balmores, anciennement Programme «Pétrole contre nourriture»

M. Michel Lokhorst, Kluwer, Pays-Bas; **Dr. Dipl.-Ing. Ludger Deitmer**, Institut Technik und Bildung (ITB), Université de Brême, Allemagne et **Dr. Jittie Brandsma**, Université de Twente, Pays-Bas

M. Heiko Faehnel, Chef de la division éducation, santé, politique démographique et **Dr. Stefan Lock**, chargé de programme, Ministère fédéral de la coopération économique et du développement, Allemagne

Un groupe de visiteurs a participé au programme «Outreach» d'information et de sensibilisation pour un exposé de M. le **Dr. Nestor Balmores** (voir le Forum UNEVOC, en encart dans ce Bulletin)

Dr. Liu Jinghui, Conseiller et **M. Li Ligui**, Secrétaire, Ambassade de la Chine, Berlin, Allemagne

Dr.-Ing. Joachim Dittrich, Département Processus de travail et enseignement professionnel et **Dr. Felix Rauner**, Institut Technik und Bildung (ITB), Université de Brême

Dr. Eng. Tetsuya Kimura, Professeur associé, Département de construction mécanique, Université de technologie de Nagaoka, Japon



UNEVOC

CENTRE INTERNATIONAL
pour l'enseignement
et la formation techniques
et professionnels

Le bulletin UNESCO-UNEVOC est publié plusieurs fois par an en anglais, arabe, espagnol, français et portugais:

- >> en version imprimée;
- >> en version numérique Adobe Acrobat (format PDF);
- >> sur le site web à www.unevoc.unesco.org/bulletin.

Il peut être téléchargé, réimprimé et distribué gratuitement, sous forme intégrale ou partielle, sous réserve de mention de la source.

Éditeur: Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (Centre International UNESCO-UNEVOC).

Rédactrice: Marion Mitschke

Rédactrice adjointe: Natalia Matveeva

Traduction: Max Guggenheim

Pour vous abonner à l'une des versions susvisées ou pour toute autre correspondance, prière de contacter

- >> pour les versions **anglaise, espagnole et française:**

UNESCO-UNEVOC International Centre

Görresstr. 15, 53113 Bonn, Allemagne

Tél.: [+49] (228) 243370,

Fax.: [+49] (228) 2433777

Courrier électronique: bulletin@unevoc.unesco.org

Si vous désirez vous abonner, veuillez spécifier la langue (anglais, français ou espagnol) et la version (imprimée ou PDF) désirées et indiquer votre nom et votre adresse postale complète (pour les versions imprimées) ou votre nom et votre adresse électronique (pour les versions numériques).

- >> pour la version en **arabe:**

UNESCO Beyruth Office

Suliaman Suliaman

B.P. 5244, Beirut, Liban

Tél.: [+961] (1) 850015, Fax.: [+961] (1) 824854

Courrier électronique: s.suliaman@unesco.org

- >> Pour la version en **portugais:**

UNESCO Office Brasilia

Alessandra Faria de Britto

SAS - Quadra 05 - Bloco H - lote 06

Ed. CNPq/IBICT/UNESCO - 9º andar

70070-914 Brasilia - DF Brésil

Tél.: [+55] (61) 2106 3564,

Fax.: [+55] (61) 322 4261

Courrier électronique: grupoeditorial@unesco.org.br

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

> Calendrier des séminaires <

«Conception et développement de médias et environnements de formation»

14-25 juin 2004; Turin, Italie; langue: français ¹

«Competency-based training of trainers»

Septembre 2004; apprentissage à distance; langue: anglais ¹

«Formación de formadores por competencias»

Septembre 2004; apprentissage à distance; langue: espagnol ¹

«Gestión de la calidad en las instituciones de educación y formación profesional: correlación entre las normas ISO y las normas de competencia laboral»

27 septembre - 08 octobre; Turin, Italie et Madrid, Espagne; langue: espagnol ²

«Designing competency-based training programmes»

18-22 octobre 2004; Bangkok, Thaïlande; langue: anglais ¹

«Informação sobre o mercado de trabalho e gestão de sistemas de educação profissional»

18-29 octobre 2004; Turin, Italie et Lisbonne, Portugal; langue: portugais ²

«Evaluar el logro individual de competencias»

25-29 octobre 2004; Saint-Domingue, République dominicaine; langue: espagnol ¹

«Learning media design and development»

15-26 novembre; Bangkok, Thaïlande; langue: anglais ¹

«Concepção de programas de formação baseados em competências»

15-26 novembre 2004; Turin, Italie; langue: portugais ¹

«Evaluación de impacto de programas de educación profesional»

22 novembre-03 décembre 2004, Turin, Italie; langue: espagnol ²

Pour en savoir plus

¹ Tél.: [+39] (011) 6936 391,
Fax [+39] (011) 6936 469,
Courrier électronique: delta@itcilo.it

² Tél.: [+39] (011) 6936 757,
Fax [+39] (011) 6936 451,
Courrier électronique: emp@itcilo.it

www.itcilo.it

> Publications <



«Éducation pour le développement rural: vers de nouvelles réponses politiques»; étude conjointe de la FAO et de l'UNESCO (en anglais uniquement); peut être téléchargé à www.fao.org/sd/2003/KN12033_fr.htm (section publications) ou commandé auprès de

information@iiep.unesco.org



«Learning to Last. Skills, Sustainability and Strategy»; Judith Cohen Et Simon James avec John Blewitt (éd.); Learning and Skills Development Agency; 2002; anglais; ISBN 1 85338 793 2



«Skills to Last. Broadly Transferable Sustainable Development Skills for the Canadian Workforce»; Chris Chinin; National Centre for Workforce Development, Canada; 2003; anglais; peut être téléchargé à www.unevoc.unesco.org/sustainable (cliquer sur «Documents and Websites»)

Pour en savoir plus

Pour d'autres publications relevant du domaine de l'EFTP en vue du développement durable, le lecteur pourra consulter le site Internet suivant, actualisé en permanence: www.unevoc.unesco.org/sustainable (cliquer sur «Documents and Websites»)

> Calendrier des manifestations <

Third Pan-Commonwealth Forum on Open Learning



Date: 4-8 juillet 2004, Dunedin, Nouvelle-Zélande; langue: anglais

Organisateurs: Commonwealth of Learning et Distance Education Association of New Zealand

Informations: www.col.org/pcf3

IVETA Vienna 2004 TVET Conference



Date: 25-27 août 2004, Vienne, Autriche; langue: anglais

Organisateur: Association internationale pour la formation professionnelle (IVETA)

Informations: www.lvetaVienna2004.info

Youth Employment Summit: Creating Value for Youth



Date: 4-8 octobre 2004, Boca del Rio, Veracruz, Mexique; langue: anglais

Organisateurs: Youth Employment Summit Campaign en coopération avec Secrétariat YES mexicain

Informations: www.yesweb.org/mexico/

Pour en savoir plus

Calendrier des manifestations à www.unevoc.unesco.org/events